

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 08/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Code AIOT : 0010002251 – VAT20230740

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement AXEREAL implanté Bel Air 36250 Saint-Maur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre de la réalisation d'un exercice PPI précédé du déclenchement du POI.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Bel Air 36250 Saint-Maur
- Code AIOT : 0010002251
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société AXEREAL exploite des installations de stockage de céréales et d'engrais solides, sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2009-11-0104 en date du 13 novembre 2009, qui a repris et actualisé les prescriptions contenues dans les précédents arrêtés préfectoraux.

La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 9 janvier

2018.

Les activités classées, au titre de la nomenclature des installations classées, sont :

- stockage d'engrais solides (rubrique n° 4702, régime à autorisation) ;
- stockage de céréales (rubrique n° 2160, régime déclaratif).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en œuvre d'un exercice PPI précédé du déclenchement du POI.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contenu et mise en œuvre du POI	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.7.5.1	Sans objet
6	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.2.1	Sans objet
7	manche à air	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 1.3	Sans objet
8	moyens de lutte contre l'incendie - moyens de protection	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.2.6	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rédaction d'un POI	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.7.5.1	Sans objet
3	Disponibilité de l'exemplaire papier du POI	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.7.5.1	Sans objet
4	Procédure du POI	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.7.5.1	Sans objet
5	Fréquence des exercices POI	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.7.8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rédaction d'un POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers avant la mise en service de l'établissement. [...] Il est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Document consulté : plan d'opération interne mis à jour le 01/06/2023 – volets descriptif et opérationnel. Le document a été mis à jour à six reprises depuis sa version initiale du 06/03/2012. La fréquence triennale est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contenu et mise en œuvre du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI
Prescription contrôlée : Article 7.7.5.1 Le POI définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : <ul style="list-style-type: none">-les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :-les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;-les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;-les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

-les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 :

[...]

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles;

[...]

Constats :

L'exploitant apportera des précisions et/ou des modifications à son POI au vu des observations de l'inspection.

L'exploitant doit notamment se positionner sur les mesures à mettre en œuvre, notamment l'opération de pulvérisation d'eau du tas d'engrais à base d'ammonitrates, en cas d'incendie dans les magasins de stockage des engrais à base d'ammonitrates.

Observations :

Document consulté :

- plan d'opération interne mis à jour le 01/06/2023 – volets descriptif et opérationnel.

L'exploitant a intégré la réalisation des premiers prélèvements environnementaux dans le POI. Toutefois, il conviendrait de le compléter par les points suivants :

- justification d'un seul milieu retenu (air) ;
- justification de l'absence de prélèvement à l'intérieur du site ;
- précisions des normes utilisées pour l'analyse des paramètres.

En outre, le POI ne traite pas des moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Le POI a été mis en œuvre dans le cadre d'un exercice aboutissant au déclenchement du PPI. Le scénario porte sur un départ de feu sur une chargeuse dans une case de stockage d'engrais à base d'ammonitrates stockés en vrac.

Lors de l'exercice, l'inspection, qui est restée en salle du poste de commandement sur site, a pu constater les points suivants en se référant aux éléments du POI :

- fiche FR8 : aucune alarme d'évacuation du personnel ne s'est déclenchée. L'exploitant explique qu'il y a trois options pour l'alarme (sonore via une corne de brume, par téléphone ou par talkie-walkie). En l'occurrence, les sept salariés ont été avertis par téléphone. L'exploitant doit clarifier ce point dans le POI.
- le DOI est bien identifié par une chasuble.
- aucun des sept salariés acteurs du POI n'a été assigné à la tenue du carnet de bord (visible par tous), le rôle a été assuré par une personne du siège d'AXEREA non présente en temps normal.
- les alertes aux services ont été assurées par téléphone et par courriels par trois salariés ; ils ont été notés sur le tableau mural pré-rempli à cet effet.
- les actions de coupure des énergies et des obturateurs du réseau d'eaux pluviales ont été également tracées.
- la partie de la fiche FR2 relative à la détection en NOX n'a pas été mise en œuvre dans le cadre du POI. Cette donnée n'a été prise en compte qu'au déclenchement du PPI. L'exploitant explique que seul le dépassement du seuil de 20 ppm a été convenu lors de l'élaboration de l'exercice PPI et précise qu'il est en mesure de suivre l'évolution de la teneur en NOx dans le magasin d'engrais via la télésurveillance (ce qu'il fait lors des exercices POI internes portant sur le dépôt d'engrais).
- la partie de la fiche FR2 relative à l'incendie de véhicule dans le magasin d'engrais n'a pas été totalement appliquée. Les points 3 (pulvériser de l'eau sur le tas d'engrais afin d'éviter sa

<p>dégradation) et 5 (déclencher l'ouverture des exutoires de fumées) n'ont pas été abordés lors de l'exercice (ils n'apparaissent pas sur le tableau mural recensant les actions à effectuer). Seule la tentative d'éteindre le feu de la chargeuse par un extincteur (point 2) a été jouée en termes de moyens de lutte contre l'incendie. L'exploitant explique que l'opération de pulvérisation d'eau du tas d'engrais n'est pas opportune en raison du risque pris par l'opérateur et que le déclenchement des exutoires de fumées est asservi à la détection en NOx. La rédaction de la fiche FR2 doit être revue en conséquence. L'inspection relève que l'article 8.2.6 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2009 (voir dernier point de contrôle) fixe la pulvérisation d'eau sur le tas d'engrais comme mesure à prendre pour maîtriser la situation ou l'événement et pour en limiter les conséquences.</p> <ul style="list-style-type: none"> - les pompiers ont testé le bon fonctionnement de la lance auto-propulsive. - comme convenu, l'exploitant a demandé au préfet le déclenchement du PPI puis a actionné la sirène, audible depuis la salle du PC. - en fin de PPI, l'exploitant a éprouvé des difficultés à déclencher la sirène adéquate du fait d'une mauvaise manipulation. Il déclare réaliser des tests mensuels de la sirène en mode sourdine. L'exploitant devra indiquer les mesures correctives (mise à jour de la consigne, vérification de la pertinence des tests en sourdine...) pour assurer une utilisation correcte de la sirène PPI (début et fin). <p>Par ailleurs, les échanges qui ont eu lieu en COD à la préfecture amènent l'inspection à émettre les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déterminer la température relevée dans le tas d'engrais à partir de laquelle tout risque d'effet toxique en dehors du site peut être écarté ; - déterminer les distances d'effets des phénomènes dangereux en fonction de différents niveaux (par centaines de tonnes d'engrais à fort dosage) de quantités d'engrais stockés (pas uniquement pour la quantité maximale). <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
--

N° 3 : Disponibilité de l'exemplaire papier du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI
Prescription contrôlée : Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Un exemplaire papier du POI est disponible en salle PC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Procédure du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI
Prescription contrôlée : L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment : <ul style="list-style-type: none"> • l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens

d'intervention, • la formation du personnel intervenant, • l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, • la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers ; • la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus, • la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Document consulté : - consigne EN010 mise à jour du plan d'urgence / plan d'opération interne du 04/09/2023, transmise par courriel du 13/12/2023. La consigne contient les informations attendues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Fréquence des exercices POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.7.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI
Prescription contrôlée : Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le POI, en présence du SDIS selon ses disponibilités. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection a été informée de la réalisation d'exercices les 14/11/2023 et 01/12/2023. L'exploitant présente le compte rendu de l'exercice du 01/12/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Article 8.2.1 [...] l'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident. Article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 Etat des matières stockées-dispositions spécifiques Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

<p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de présenter un état des stocks des matières dangereuses classées par rubriques 4xxx et différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX, ainsi qu'un état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant est en mesure de présenter un état des stocks d'engrais sur le site, avec un plan des zones de stockage, actualisé le 13/12/2023.</p> <p>La quantité mise en cause (cellule du magasin) lors de l'exercice est inscrite sur un tableau visible par tous pendant l'exercice et est notamment fournie aux pompiers.</p> <p>Les matières ne sont pas classées par rubriques et par mentions de dangers.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 7 : manche à air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté,</p>

des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Etude de dangers mise à jour en septembre 2018 Paragraphe 3.71.4 relatif au POI : présence d'une manche à air
Constats : L'exploitant doit procéder à la réparation de la manche à air et étudier l'opportunité de son déplacement sur le site.
Observations : Lors de l'exercice, le SDIS relève que la manche à air est partiellement déchirée et n'est pas positionnée sur un point haut mais dans un couloir de vent délimité par les silos du site et le mur d'enceinte de la prison voisine.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : moyens de lutte contre l'incendie - moyens de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : La localisation, la longueur de lance et le débit d'un des RIA au moins, doivent permettre d'arroser en pluie des engrais en décomposition afin de les refroidir. L'ensemble de la superficie de l'aire de refroidissement extérieure doit pouvoir être couverte par le jet. Deux appareils respiratoires à cartouche filtrante au minimum, des tubes colorimétriques en vue de mesurer les gaz éventuellement émis lors d'une décomposition doivent être disponibles en cas d'accident et accessibles par l'extérieur. Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones suspectées toxiques. Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales où dans des circonstances accidentelles. Leur validité est contrôlée régulièrement et au moins tous les 6 mois.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de moyens mobiles (tubes colorimétriques) de mesures des gaz susceptibles d'être émis lors de la décomposition des engrais à base d'ammonitrates. Il doit aussi confirmer disposer d'appareils de protection respiratoire valides disponibles même en situation accidentelle.
Observations : Document consulté : - plan d'opération interne mis à jour le 01/06/2023 – volets descriptif et opérationnel. Le POI mentionne que des masques à cartouche ainsi que des tubes colorimétriques sont disponibles dans le bureau engrais du bâtiment voisin au bâtiment de stockage des engrais en vrac. Lors de l'exercice, l'exploitant indique qu'il ne dispose d'aucun moyen mobile de mesure des gaz, ce sont les pompiers qui effectuent les mesures. En outre, il n'a pas été évoqué l'utilisation de masques par le personnel du site. L'inspection s'interroge sur la pertinence du lieu de stockage de ces équipements étant donné que le personnel est réuni dans la salle PC lors du déclenchement du POI.
Type de suites proposées : Susceptible de suites